

« L'ART DE LA GUERRE »

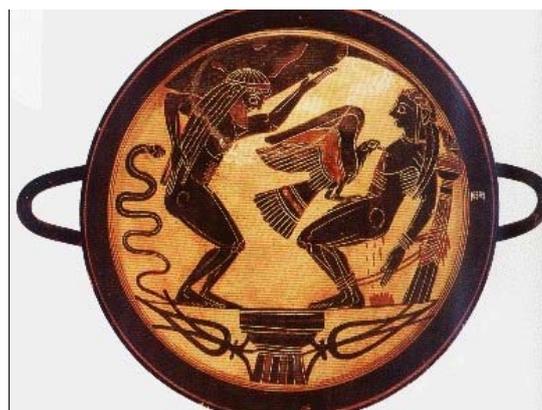
Grèce, l'ombre de « Prométhée »

par Manlio Dinucci

L'avenir de la Grèce ne sera pas dicté par sa situation économique, mais par son choix de rester allié de Washington ou de basculer du côté de la Russie et de la Chine. Le géographe Manlio Dinucci rappelle ici les enjeux.

RÉSEAU VOLTAIRE | ROME (ITALIE) | 7 JUILLET 2015

PORTUGUÊS ITALIANO



Le « tête à tête » dans le référendum grec, dont les grands médias ont fait la propagande, s'est révélé un sonore coup de tête dans le mur pour les fauteurs internes et internationaux du « Oui ». Le peuple grec a dit « Non » pas seulement aux mesures d' « austérité » imposées par l'UE, la BCE et le FMI, mais, de fait, à un système —celui du capitalisme— qui étouffe la réelle démocratie.

Les implications du référendum vont au-delà de la sphère économique, en impliquant les intérêts politiques et stratégiques non seulement de Bruxelles, mais (chose dont on ne parle pas) ceux de Washington. Le président Obama a déclaré être « profondément impliqué » dans la crise grecque, que « nous prenons en sérieuse considération », en travaillant avec les partenaires européens afin d' « être prêts à toute éventualité ». Pourquoi tant d'attention sur la Grèce ? Parce qu'elle est membre non

seulement de l'UE, mais de l'Otan. Un « solide allié », comme la définit le secrétaire général Jens Stoltenberg, qui joue un rôle important dans les corps de déploiement rapide et donne le bon exemple dans la dépense militaire, à laquelle elle consacre plus de 2 % du PIB, objectif atteint en Europe seulement par la Grande-Bretagne et l'Estonie.

Bien que Stoltenberg assure « l'engagement continu du gouvernement grec dans l'Alliance », à Washington on craint que, en se rapprochant de la Russie et de fait de la Chine, la Grèce d'Aléxis Tsípras ne compromette son appartenance à l'Otan. Le Premier ministre a déclaré que « nous ne sommes pas d'accord avec les sanctions contre la Russie » et, au sommet UE, a soutenu que « la nouvelle architecture de la sécurité européenne doit inclure la Russie ». Dans la rencontre Tsípras-Poutine, en avril à Moscou, on a parlé de la possibilité que la Grèce devienne le nœud européen du nouveau gazoduc, remplaçant le *South Stream* bloqué par la Bulgarie sous la pression des USA ; nouveau gazoduc qui à travers la Turquie apportera le gaz russe au seuil de l'UE [1].

Il y a en outre la possibilité que la Grèce reçoive des financements de la Banque pour le développement créée par les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et de la Banque d'investissements pour les infrastructures asiatiques créée par la Chine, qui veut faire du Pirée un important nœud de son réseau commercial.

« Une Grèce amie de Moscou pourrait paralyser la capacité de l'Otan à réagir à l'agression russe » [2], a prévenu Zbigniew Brzeziński (ancien conseiller stratégique de la Maison-Blanche), exprimant la position des conservateurs. Celle des progressistes s'exprime par la voix de James Galbraith, enseignant en Relations de gouvernement et business à l'Université du Texas, qui a travaillé pendant quelques années avec Yánis Varoufákis, devenu ministre des Finances grec (aujourd'hui démissionnaire), auquel il a fourni une « assistance informelle » ces derniers jours [3].

Galbraith soutient que, malgré le rôle joué par la CIA dans le putsch de 1967, qui porta au pouvoir en Grèce les colonels selon le plan « Prométhée » de l'Otan, « la gauche grecque a changé et ce gouvernement est pro-US et fermement membre de l'Otan ». Il propose donc : « Si l'Europe échoue, les États-Unis peuvent agir pour aider la Grèce, laquelle, étant un petit pays, peut être sauvée avec des mesures mineures, parmi lesquelles une garantie sur les prêts » [4].

Les deux positions sont dangereuses pour la Grèce. Si à Washington prévaut celle des conservateurs, se dessine un nouveau plan « Prométhée » de l'Otan, une « Place Syntagma » sur le modèle de la « Place Maidan » en Ukraine. Si c'est celle des progressistes qui prévaut, c'est une opération d'empreinte néo-coloniale qui ferait tomber la Grèce de Charybde en Scylla. L'unique voie reste celle d'une dure lutte populaire pour la défense de la souveraineté nationale et de la démocratie.

Manlio Dinucci

Traduction
Marie-Ange Patrizio

Source
Il Manifesto (Italie)

[1] "Möglicher Deal zwischen Athen und Moskau : Griechenland hofft auf russische Pipeline-Milliarden", Von Giorgos Christides, *Der Spiegel*, 18. April 2015. « Poutine et Tsípras examinent le projet Turkish Stream », *Anadolu Agency*, 7 mai 2015. « Soutenu par Poutine, Tsípras signe un accord avec Gazprom », par Benjamin Quenelle, *Les Échos*, 22 juin 2015.

[2] « La Grèce pourrait "paralyser" l'Otan, estime Brzezinski », AFP, 25 mars 2015.

[3] *Modeste proposition pour résoudre la crise de la zone euro*, Yánis Varoufákis, James K. Galbraith et Stuart Holland (préface de Michel Rocard), Les Petits matins, 2014 (ISBN 978-2363831248)

[4] "US must rally to Greece", James K. Galbraith, *The Boston Globe*, February 19, 2015.

Source : « Grèce, l'ombre de « Prométhée » », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie), *Réseau Voltaire*, 7 juillet 2015, www.voltairenet.org/article188060.html